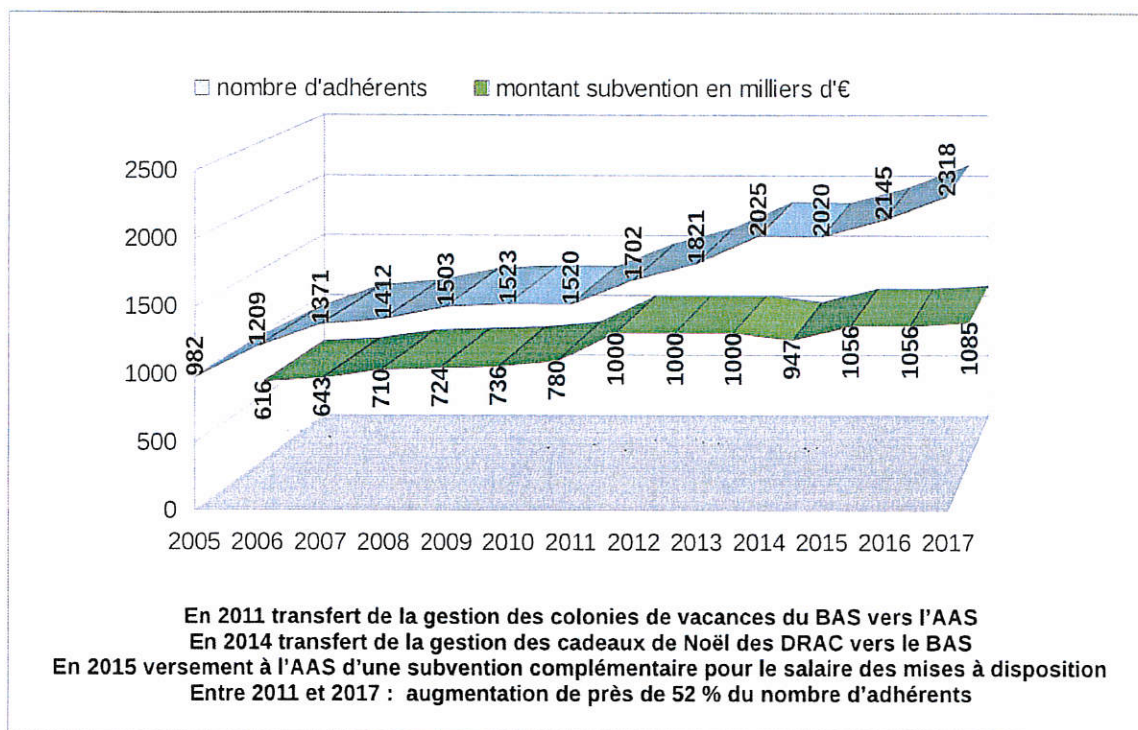


Présentation du budget prévisionnel 2018

Le budget prévisionnel 2018 a été établi sur la base d'une subvention de 1 085 000 € correspondant à 978 250 € pour les activités et 106 750 € pour les salaires des deux fonctionnaires mis à disposition.

L'AAS a enregistré une hausse de plus de 7,5 % du nombre de ses adhérents en 2017 représentant 2310 agents.

Aussi, afin d'équilibrer le budget 2018, et malgré une demande supérieure à celle des années précédentes, il a été nécessaire de diminuer plusieurs postes de dépenses par rapport au budget prévisionnel au 31/12/2017.



Le budget prévisionnel 2018 est réparti ainsi :

- 1- En ce qui concerne les activités strictement sociales, destinées à l'ensemble des personnels du ministère et de ses établissements publics (sans conditions d'adhésion), l'association propose :

Noël : Légère diminution de la dotation. Le montant du cadeau est de 30€ en 2016, il sera reconduit. Le prix des places de spectacle ne devra pas être supérieur à celui de 2017 (10€) et celui du goûter ne devra pas augmenter. Le nombre d'enfants concernés devrait être légèrement inférieur par rapport à 2017.

À noter la prise en compte par l'AAS des cadeaux de Noël de la DRAC PACA à la demande de celle-ci (8000 €).

Séjours enfants : Suite aux modifications des plafonds et à la prise en compte les parents isolés afin d'aider davantage les familles aux revenus moyens, et malgré la baisse de 12 % du nombre de départs, le montant de la subvention dédiée aux colonies de vacances est en légère augmentation en 2017. Son montant est maintenu pour 2018.

Consultations juridiques et logement : Même proposition de trois après-midi par mois, les coûts sont identiques.

2- Les activités soumises à cotisation seront dans leur grande majorité maintenues mais en moins grand nombre et, pour certaines, moins subventionnées. Ceci afin de faire face à une demande en augmentation. Ainsi :

Billetterie loisirs : Le montant attribué à la billetterie loisirs (parcs, club de sport) est diminué par rapport à l'exécuté 2017. Une réflexion sera engagée sur le prix de vente des billets. L'offre du Spa Thémae a été supprimée pour 2018.

Billetterie spectacles : Pour contenir les dépenses l'AAS diminuera le nombre de promotions ponctuelles et leur taux de subvention.

Cours culturels et sportifs : Le cours d'afro jazz est maintenu. La subvention 2017 tient par ailleurs compte de la revalorisation du point relatif aux salaires, conformément à la convention collective de l'animation. Pour information, l'AAS compte 482 inscriptions aux cours en 2017 (425 en 2016).

Projection de film : L'AAS propose une projection par mois dans la salle de cinéma située au 3^e étage rue de Valois. Nous avons diminué le coût de cette activité en formant un salarié de l'AAS qui se charge de la projection, en nous chargeant, dans la mesure du possible, du transport du film et en négociant au mieux le coût de la location.

Activités ponctuelles : cette ligne budgétaire couvre les activités de groupe pour lesquelles il est demandé une participation financière aux agents, comme les différentes visites hors Paris (sorties BD à Angoulême, Photos à Arles, Londres, Marseille, Barcelone, Bâle ...) ou les stages : bricolage, cuisine, jardinage, couture ... Ces activités, plébiscitées par un grand nombre d'adhérents seront à nouveau proposées en 2018 mais en moins grand nombre et/ou moins subventionnées.

Bibliothèque : L'AAS maintiendra son offre d'abonnement au site de la « Médiathèque numérique ». Cet abonnement permet aux adhérents un accès à un catalogue de programmes en ligne. L'abonnement pourra être modifié pour plafonner le nombre de téléchargements mensuels à 3 documents. En revanche, le nombre d'acquisitions et d'animations devra fortement diminuer afin de tenir le budget alloué (-9 000 €).

Séjours familiaux : Il s'agit de mobil-homes loués pendant les mois de juillet et août. Les familles peuvent s'inscrire pour 2 semaines maximum. Cette offre est reconduite à l'identique par rapport à 2017.



Jeu des 10 mots : maintien du jeu dans le cadre de la semaine de la langue française et des lots aux gagnants.

Séjours adultes : Le montant de la subvention affectée à cette ligne budgétaire a été fortement diminué par rapport à l'exécuté 2017. L'AAS devra proposer moins de voyages en 2018.

3- Fonctionnement

Du fait de son emménagement aux Bons-Enfants certaines dépenses ont été prises en charge par le ministère (téléphone, informatique ...). Pour 2018, l'association contient au maximum ses dépenses de fonctionnement qui devraient se monter à environ 53 000 € (hors salaires).

Salaires : pour l'ensemble des salaires (professeurs et agents administratifs) le budget prend en compte l'augmentation de la valeur du point conformément à la convention collective de l'animation en vigueur au sein de l'AAS. Une provision pour les indemnités de départs en retraite des salariés de l'AAS est aussi inscrite au budget 2018.

4- **Taxe d'occupation précaire** : le montant révisé pour 2018 est 1480 €.

5- **Droits d'auteurs** : ces droits concernent la musique passée pendant les cours.

6- **Personnels M&D** : Le ministère verse à l'association qui le rembourse, la somme de 106 750 € correspondant au montant des salaires versés aux deux agents mis à disposition de l'AAS,

En conséquence, l'Association pour l'Action Sociale, culturelle et sportive sollicite une subvention d'un montant de 1 100 000 €, afin de continuer à promouvoir tout en les limitant fortement, les activités culturelles et de loisirs auprès d'un plus grand nombre d'agents.

Président
de l'Association pour l'Action Sociale, culturelle et sportive
du ministère chargé de la culture

André LADOUSSE

Compte-rendu de l'assemblée générale de l'AAS du 20 juin 2017

Présents

André LADOUSSE	Président de l'AAS
Danielle NICOLAY	Vice-Présidente de l'AAS
Isabelle GADREY	Sous-Directrice des politiques de ressources humaines et des relations sociales
Roland BRETON	Chef du Bureau de l'action sociale
Linda CONSTANS LESNE	Médecin coordonnateur de la médecine de prévention du MCC
Kevin THIERY	Adjoint de la mission du dialogue social DGPAT
Serge CALLIGARIS	Chef du bureau des affaires générales de la DGMIC
Muriel VATOUX	Cheffe du service social du musée du Louvre
Thibault LOUSTE	Directeur du département du personnel et de l'emploi BNF
Jean-Paul MARTIN	Commissaire aux comptes
Monique GONTIER	CGT, trésorière AAS
Raul DURSUN	CGT
Myriam BENOLIEL	CGT
Catherine NOURY	CGT
François VALENTIN	CFDT
Monique CHAPONNEAUX	CFDT
Joaquim LEBRE	FSU, trésorier adjoint
Irène LEMARIE-DUMESNIL	Titulaire Liste CFTC/UNSA, secrétaire
Isabelle DUMOUSAUD	Liste CFTC/UNSA
Sylvie GASPARINI	Directrice AAS

Absents excusés

Virginie Renaud	Cabinet SECA – Expert Comptable
-----------------	---------------------------------

Absents

x	Pôle de service Social
Warda BALAH-CHIKHA	SUD
Vincent de LACROIX	SUD
Guillaume GOUJON	SUD

Pouvoirs

- Pouvoir de M. Arnaud ROFFIGNON, Secrétaire Général adjoint à M Roland Breton
- Pouvoir de Mme Claire CHERIE, Cheffe du service des ressources humaines à Mme Isabelle GADREY
- Pouvoir de M Pascal PERRAULT, sous-directeur des Affaires Financières et Générales de la DGCA à M Roland BRETON
- Pouvoir de M Cédric PICHOFF, Chef du service des ressources humaines à la DRAC Île-de-France à M Roland BRETON



- Pouvoir de Mme Séverine DUROSELLE, directeur des ressources humaines du CMN à M Roland BRETON
- Pouvoir de Mme Roselyne CHARLES ELIE NELSON, CGT à Mme Monique GONTIER
- Pouvoir de Mme Emmanuelle LABOUE à Mme Myriam BENOLIEL
- Pouvoir de Mme Françoise PINSON à Mme Catherine NOURY

Avant de débiter la séance, le Président de l'AAS, M. Ladousse, souhaite saluer les organisations syndicales, puis plus spécialement, M Jean-Paul Martin, commissaires aux comptes qui prend sa retraite et assiste à sa dernière assemblée générale de l'AAS. Ce dernier aurait souhaité présenter sa remplaçante Mme Julie Misslin, mais elle n'a pas pu se libérer aujourd'hui.

M Ladousse salue également la présence de Mme Gadrey, sous-directrice des politiques de ressources humaines et des relations sociales, des représentants des directions générales et ceux des établissements publics. Il tient par ailleurs à remercier le service des ressources humaines et Roland Breton, chef du bureau de l'action sociale, pour leur soutien indispensable au bon fonctionnement de l'association.

Le quorum étant atteint, M. Ladousse présente l'ordre du jour de cette assemblée générale ordinaire.

L'ordre du jour est le suivant :

1. Approbation du compte rendu de l'assemblée générale ordinaire du 28 juin 2016
2. Présentation du rapport moral et des activités 2016
3. Présentation et approbation du bilan comptable 2016
4. Budget 2017
5. Désignation d'un suppléant au CA (article 12 des statuts)
6. Questions diverses

L'ordre du jour est approuvé à l'unanimité.

1 Approbation du compte-rendu de l'assemblée générale ordinaire du 28 juin 2016

Afin d'éviter que des dossiers s'égarer, Mme Lemarié rappelle que les documents concernant les instances de l'AAS doivent être adressés à la liste commune CFTC/UNSA et envoyés de préférence à l'UNSA.

M Ladousse propose de passer en revue les décisions prises lors de la précédente assemblée afin de vérifier qu'elles ont bien été suivies d'effet.

Mme Gontier indique qu'un groupe de travail sur les prêts et sur le travail de la CESF a bien été mis en place et qu'il a abouti à la mise en œuvre de l'aide financière remboursable au 1^{er} janvier 2017.

Une demande avait aussi été faite concernant la communication sur les consultations juridiques. Mme Gasparini informe que l'accès aux informations de l'AAS devrait être meilleur, car le ministère a modifié l'accès à Sémaphore pour les EPA ; il n'est plus nécessaire de rentrer un mot de passe pour accéder à l'intranet Sémaphore.

Mme Gontier rappelle aussi que le commissaire aux comptes avait proposé de valoriser le fonds de la bibliothèque.

M Martin répond que cette valorisation n'a pas été faite, qu'elle serait assez difficile à mettre en place dans le détail. On pourrait toutefois proposer une valorisation globale en donnant une valeur fixe à chaque type de document.

Il n'y a pas de remarques ou de corrections proposées sur le compte-rendu par les membres de l'assemblée générale.

Le compte-rendu est approuvé à l'unanimité.



2 Présentation du rapport moral et des activités 2016

M. Ladousse demande à Mme Gasparini de présenter le rapport moral et d'activités pour l'année 2015.

Mme Gasparini présente le rapport moral et souligne tout d'abord la complexité de la gestion du budget de l'association. En effet, des écarts peuvent apparaître du fait du nombre d'adhérents, de leurs besoins, du succès et du coût des activités proposées, mais aussi du revenu des foyers bénéficiaires pour lesquels la subvention versée par l'association sera plus ou moins importante.

Elle rappelle que la subvention de l'association était en 2016, de 1 056 750 € dont 106 750 € sont destinés au remboursement des salaires des deux agents mis à disposition.

L'association a accueilli +6 % d'adhérents en 2016 (2145 au 31 décembre) et proposé davantage d'activités, en particulier des activités de groupe comme les stages ou les visites. Toutes ces activités ont généré un résultat négatif de -57 039 €. Ce résultat est imputé sur le fonds de réserve de l'association, conformément à la décision du conseil d'administration de l'association.

Après avoir fait une présentation du rapport, Mme Gasparini se propose de répondre aux questions qu'il aurait suscité.

Mme Noury pour la CGT, relève la qualité du travail et les renseignements que donne le rapport qui est très complet et précieux pour le fonctionnement de l'association.

Mme Gasparini la remercie et précise qu'il s'agit d'un travail d'équipe, qu'elle transmettra la remarque aux salariés de l'AAS.

Au sujet de la bibliothèque du personnel, Mme Noury précise qu'elle souhaiterait que l'AAS maintienne le plafond existant de 4 documents par mois pour la VOD et que l'on discute avec ARTE afin de négocier les tarifs.

En effet, elle pense important de proposer une alternative aux DVD qui sont de plus en plus délaissés par les plus jeunes, tentés par ailleurs par le téléchargement illégal de documents.

Mme Gasparini rappelle que l'association avait pensé diminuer la demande de DVD en proposant la VOD, mais qu'il n'en est rien. Cela peut s'expliquer en partie par l'âge moyen des adhérents qui ont été habitués à regarder un film sur une télévision plutôt que sur un écran d'ordinateur.

M. Ladousse rappelle que ce service a été proposé au moment où le ministère mettait en place un plan de lutte contre le téléchargement illégal. Il est d'accord pour tenter de négocier avec ARTE afin d'obtenir de meilleurs tarifs afin de ne pas avoir à diminuer l'offre.

Mme Gontier note que le nombre des adhérents est en constante augmentation comme celui des retraités. Les agents des EPA apprécient aussi le professionnalisme de l'AAS et les horaires fixes d'ouverture des bureaux.

Elle note aussi que l'AAS a une limite qui est la superficie de ses locaux, qui ne permettent pas d'accueillir aux activités, tous les adhérents qui le souhaiteraient.

Elle souhaite aussi saluer les professeurs de chorale et de théâtre dont les groupes se produisent plusieurs fois par an.

En ce qui concerne les prêts, grâce aux statistiques du rapport, elle a pu esquisser un profil de l'emprunteur type : il s'agit souvent d'une femme de 50 à 60 ans, célibataire, ou d'une femme avec enfant à charge, résidant en Île-de-France, qui fait une demande pour un retard de charges ou un découvert bancaire. À noter que 43 % des demandeurs disposent de moins de 100 € de capacité de remboursement.

On note aussi de plus en plus de foyers aux revenus plus confortables qui demandent un prêt ; on peut en déduire que la classe moyenne se paupérise mais cela s'accompagne aussi d'un appauvrissement des agents ayant les plus bas salaires (qui peuvent se tourner vers le dispositif des secours).

Elle souligne par ailleurs la complexité des situations des agents faisant appel aux services de la conseillère ESF de l'AAS. Elle ajoute que, de fait, les décisions sont de plus en plus difficiles à prendre, la commission se sent parfois démunie, sans solution pour aider l'agent.



Elle rappelle que c'est la CESF qui a impulsé la réflexion sur la refonte de la procédure du prêt social, entraînant la constitution de groupe de travail et la création du dispositif de l'AFR (aide financière remboursable).

Elle souhaite souligner, comme une des raisons du succès de l'AAS, la réactivité du conseil d'administration de l'association qui se réunit régulièrement en groupe de travail afin de chercher et proposer des solutions à des problèmes dus à l'évolution de la société (composition des foyers, baisse de pouvoir d'achat, modification de la législation...)

Elle signale que le rapport est donc une photographie du milieu social des agents du ministère qui ont à faire face à de multiples difficultés.

Elle voudrait profiter de cette instance pour dénoncer la perversité des sociétés de crédits qui accordent des prêts sans contrôler la solvabilité des demandeurs, entraînant des problèmes de surendettement.

M Martin précise que les commissions de surendettement donnent très souvent un verdict qui évince les sociétés de crédits auxquelles les gens ont pu faire appel et qui ne sont donc pas remboursées.

Mme Gontier demande si l'AAS et le bureau de l'action sociale n'auraient pas intérêt à monter une action collective qui traiterait du surendettement comme cela s'est déjà fait par le passé.

Elle souhaiterait aussi, que les rendez-vous de l'ADIL et du CIDFF soient mieux connus dans les EPA.

En ce qui concerne l'arbre de Noël, elle se réjouit de constater que l'AAS rassemble, lors du spectacle, un grand nombre d'établissements publics.

Elle rappelle qu'un groupe de travail devrait être mis en place pour réfléchir au secteur de la billetterie, et en particulier aux dépenses liées à la billetterie cinéma.

Pour conclure, elle pense traduire le souhait du conseil d'administration en affirmant qu'il ne faut pas diminuer l'offre proposée aux adhérents même si leur nombre augmente et tient à saluer une fois de plus le travail de l'équipe de l'AAS.

Mme Gadrey approuve le travail qui a été fait en 2016 par l'AAS et souligne la capacité d'adaptation et de réaction de l'association qui permet de suivre au mieux l'évolution des besoins des agents.

Elle note aussi toute l'offre plus strictement sociale, qui répond aux attentes de l'administration qui souhaite que l'association oriente aussi ses actions vers les agents les plus défavorisés.

Par ailleurs, elle approuve l'intérêt d'une action collective d'information sur le surendettement en partenariat avec le bureau de l'action sociale.

Au sujet des locaux, Mme Gadrey précise que l'association est prise en compte dans le cadre du projet CAMUS (projet immobilier de regroupement de l'ensemble des services de l'administration centrale du Ministère sur 3 sites).

Enfin, pour les représentations du théâtre ou de la chorale qui nécessitent une salle de spectacle mieux adaptée que les salles de réunion des Bons-Enfants, elle propose que l'AAS demande un prêt gracieux aux EPA, comme le centre Pompidou par exemple, qui disposent de locaux pouvant accueillir du public.

M Ladousse remercie la directrice et, à travers elle, l'administration qui a œuvré pour que l'association puisse s'installer aux Bons-Enfants.

Cette implantation a permis à l'AAS de bénéficier de locaux et matériels plus modernes et a contribué à l'augmentation du nombre d'adhérents.

L'association souhaiterait toutefois pouvoir obtenir des espaces supplémentaires afin de loger la conseillère ESF plus près de ses propres bureaux et surtout permettre au bibliothécaire de travailler dans un bureau disposant d'une fenêtre.

Mme Lemarié précise que l'UNSA, qui siège dans les différentes réunions CAMUS, a toujours demandé que l'association ne soit pas oubliée.

M Breton salue le travail effectué par Mme Gasparini et l'équipe à travers le bilan qui a été présenté. C'est un bilan qui restitue bien la richesse et la diversité de l'offre proposée par l'association. Cette variété est un facteur d'attractivité qui se reflète dans l'origine des adhérents. Ils viennent pour un grand nombre d'établissements disposant déjà d'une association en interne.

L'association sait renouveler son offre, comme celle des ateliers : bricolage, réparation de vélos,

jardinage, cuisine ..., qui allient l'utile à l'agréable et qui permettent surtout à des agents de se retrouver autour d'une thématique.

Il note par ailleurs que l'association a une bonne capacité à gérer son budget. La gestion est saine. Enfin, M Breton tient à rappeler la complémentarité qui existe entre l'AAS et le bureau de l'action sociale qui se concrétise à travers le dispositif du prêt social et les groupes de travail qui ont été mis en place. Il souligne la densité et la richesse des échanges qui ont prévalu dans ses groupes et qui ont permis, de façon complètement consensuelle, de réorienter un dispositif dans l'intérêt des agents et dans l'intérêt d'une pédagogie des dispositifs sociaux.

Il n'y a pas d'autres remarques sur le rapport moral et d'activités qui est approuvé à l'unanimité.

3 Présentation et approbation du bilan comptable 2016

M Martin souligne que les chiffres du budget sont retranscrits dans le rapport d'activités et y sont davantage détaillés que dans le bilan comptable qui n'est qu'une synthèse de l'activité de l'association.

Il note une progression globale du chiffre d'activités qui est essentiellement due à l'augmentation du nombre d'adhérents. Il rappelle l'équilibre, toujours très difficile à obtenir, entre les recettes et les dépenses. Cette année le bilan fait apparaître un léger déséquilibre, que l'on peut considérer normal compte tenu de la difficulté que représente la gestion d'activités nombreuses et diversifiées ainsi que l'ajustement qui doit être fait constamment entre l'offre et l'adhésion des agents à des propositions qui ont par ailleurs des coûts très variables d'une activité à une autre.

Ainsi, M. Martin, commissaire aux comptes, s'est assuré de la régularité des comptes, il a contrôlé les mouvements financiers, les rapports entre les achats de billetterie, les ventes et les stocks et a noté une bonne concordance entre ces mouvements.

Il est donc extrêmement satisfait puisque la comptabilité est parfaitement tenue et que l'analytique permet d'avoir une vision claire des activités et de leurs coûts. Il tient donc à remercier Mme Gasparini et Mme Sanchez, comptable de l'association.

Il tient à souligner qu'il a toujours obtenu des réponses à toutes les questions qu'il a pu poser et dire que la transparence est quelque chose de constant dans l'association.

Il tient donc à remercier l'AAS pour sa coopération et signale que c'est la dernière fois qu'il assiste à l'assemblée générale de l'AAS puisqu'il prend sa retraite.

M Ladousse profite de cette réunion pour dire combien l'AAS a apprécié la collaboration de Monsieur Martin. Grace à son regard exigeant et bienveillant il a su apporter des analyses très claires du budget qui ont parfois permis d'orienter certains choix de gestion.

L'assemblée générale valide la nomination de Madame Julie MISSLIN, en qualité de nouveau Commissaire aux Comptes titulaire.

Il convient par ailleurs, d'acter la démission de Monsieur Philippe TOUCHAIS en sa qualité de Commissaire suppléant. Il sera remplacé par la Société Expertise Audit Advisory.

Mme Gontier tient à ajouter qu'au vu du résultat comptable de 2016, l'AAS a souhaité demander une augmentation de sa subvention pour 2017 à hauteur de 28 250 €, représentant la moitié du résultat 2016.

Elle souhaite rappeler que 60 % des dépenses sont consacrées à l'ensemble des activités sociales et 22 % aux dépenses de fonctionnement (y compris les salaires).

Les comptes sont approuvés à l'unanimité.

4 Budget 2017

Mme Gasparini présente le budget 2017, validé en conseil d'administration. La subvention allouée par le ministère est en augmentation cette année avec 1 085 000 €, dont 106 750 € est attribué au remboursement au ministère des salaires des agents mis à disposition et 978 250 € sont donc destinés aux activités.

Elle présente l'exécution de ce budget arrêté au 31 mars et détaille ensuite les lignes budgétaires



dont l'exécution est particulière par rapport au prévisionnel 2017 ou bien les postes qui ont connu une évolution cette année.

- la billetterie des salles de sport propose maintenant des abonnements pour les salles « Cercles de la forme » à qui enrichit l'offre d'une option médiane entre les cours de l'AAS qui sont peu onéreux et les cartes du ClubMed Gym qui sont vendues entre 690 € et 1056 €.

- Elle relève aussi une forte augmentation des ventes de billets de cinéma ; un groupe de travail est prévu à la rentrée pour réfléchir à la nécessité de limiter les dépenses dans ce domaine.

- En ce qui concerne Cinévalois, (projections proposées dans la salle de cinéma de la rue de Valois) : après le départ de Thomas Dalan, Vanessa Dantin a pu faire la formation « projeter le cinéma numérique » à l'INA. Cela va permettre de proposer à nouveau des séances.

- L'AAS a déjà proposé plusieurs activités ponctuelles comme les ateliers et stages : indigo, cuisine, visite à Bâle, à Londres.

- Pour Noël la société Helfrich a été retenue pour la fourniture des jouets. Son offre proposait 12 % de réduction sur les jouets et 5 % sur les chèques cadeaux Shopping Pass, acceptés dans davantage d'enseignes que les chèques JouéClub que l'AAS proposait les années précédentes. Les goûters seront fournis par l'association Arc-en-Ciel au même tarif que l'an passé et seront distribués lors du spectacle Alexis Gruss retenu cette année par le conseil d'administration.

- Pour le fonctionnement la différence entre les montants dépensés à la même date l'an passé, tient au fait que la facture du commissaire aux comptes est arrivée plus tôt et que l'appel de cotisations pour la médecine du travail a été fait en début d'année.

- Mme Gasparini souhaite aussi faire part des premiers résultats de la mise en place de l'AFR :

La réforme de la procédure du prêt prévoit une étape supplémentaire pour les demandes qui doivent maintenant transiter par un service social pour une pré-évaluation. La crainte de la commission était qu'il y aurait peut-être moins de prêts accordés.

Au vu des premières statistiques, on remarque que la nouvelle procédure est plus efficace et les demande mieux ciblées.

Ainsi, au 31 mars 2016, la CESF avait étudié 30 dossiers et la commission accepté 10 demandes pour un montant de 19 300 €.

Au 31 mars 2017, la CESF a étudié 19 dossiers et la commission accepté 15 demandes pour un montant de 28 000 €.

Cela laisse davantage de temps pour des suivis AEB (aide éducative budgétaire).

Enfin, en ce qui concerne les colonies de vacances et suite au relèvement des plafonds des tranches de quotients, la participation de l'AAS est de 55 % (52 % en 2016) pour les vacances de février et de 60 % (52 % en 2016) pour les vacances d'avril.

Les inscriptions pour les vacances d'été ne sont pas encore terminées suite à un petit problème de communication du catalogue d'été.

Au sujet des dépenses de billetterie cinéma, Mme Noury rappelle que le prix public des billets est excessivement élevé et que la dépense est importante pour une famille.

Mme Gontier précise que certaines associations du ministère ont arrêté la vente des billets de cinéma.

Le budget 2017 est approuvé à l'unanimité.

5 Désignation d'un nouveau représentant au CA de l'association

Mme Monique Gontier, titulaire CGT au conseil d'administration de l'association, présente la nouvelle suppléante désignée par son organisation syndicale :

Il s'agit de Mme Margaret STERN.

6 Questions diverses

Mme Gontier, pour la CGT, propose que l'on réfléchisse à une nouvelle représentation en assemblée générale puisque l'administration comme les organisations syndicales n'arrivent pas à être au complet pour ces réunions.

Un groupe de travail sera mis en place à l'AAS courant 2018, afin d'être en mesure de faire une proposition lors de l'assemblée générale extraordinaire qui suivra les prochaines élections des

représentants des personnels.

L'ordre du jour étant épuisé, le président lève la séance.

Président
de l'Association pour l'Action
Sociale, Culturelle et Sportive
du ministère chargé de la culture


André LADOUSSE